

Optimisme prudent pour l'économie française en 1961

Autor(en): **Rozner, Jacques**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **41 (1961)**

Heft 1: **La Suisse et l'Europe**

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-887592>

Nutzungsbedingungen

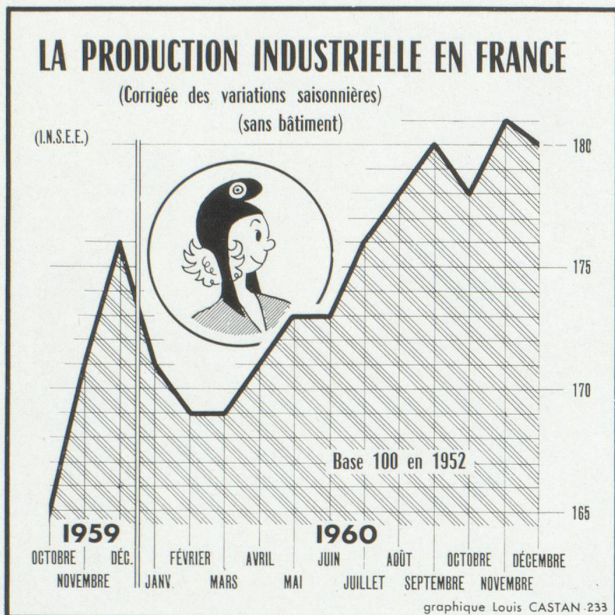
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Optimisme prudent pour l'économie française en 1961

Jacques Rozner,
Directeur-adjoint - Rédacteur en chef
du journal " LES ÉCHOS "

Tout se tient dans une économie moderne. Si l'on veut apprécier les perspectives d'évolution pour l'année 1961, il importe d'abord de dégager les grandes lignes qui ont caractérisé l'évolution des mois écoulés.

L'année 1960 a été pour la France une année très satisfaisante.

Elle s'est caractérisée par un accroissement de la production industrielle de 9 %, par un développement de la consommation de 4 % et, pour la première fois depuis 33 ans, par un équilibre de notre commerce extérieur à un haut niveau : le mouvement d'échanges a été supérieur de 25 % à celui de 1959.

Dans le même temps, le budget a été exécuté sans inflation.

Sur le plan agricole, on peut aussi considérer que la situation est satisfaisante en ce sens que l'agriculture s'intègre de plus en plus dans l'économie et cesse d'être un secteur névralgique à part.

Certes, des secteurs sont en difficulté et des excédents de production ont tendance à devenir la règle. Mais ils ne soulèvent pas de problèmes majeurs pour une économie en expansion, tant sur le marché intérieur que sur les places étrangères.



Toutefois, comme le faisait récemment remarquer le président du Conseil national du Patronat français, M. Georges Villiers, deux préoccupations persistent

pour l'économie : le gonflement des dépenses publiques et les charges fiscales et sociales qui pénalisent aussi bien le travail et le capital productif que l'épargne.

Un réel redressement

Quant au Marché Commun, il a eu des conséquences psychologiques très efficaces sur l'économie française : il a produit un effet de choc qui a fait prendre conscience aux chefs d'entreprises que le moment était passé où l'on pouvait somnoler à l'abri des murailles de protection douanières et contingentaires.

Des modernisations en sont résultées, tant dans le secteur de l'industrie que dans celui de la distribution. Des méthodes nouvelles de productivité ont été employées, des concentrations se sont opérées, de nombreux investissements étrangers ont accéléré encore toutes ces évolutions.



Aujourd'hui, on peut dire que l'économie française se situe sur un plan régénéré tant dans ses structures que dans ses évolutions en cours.

Cette virilité économique se traduit d'ailleurs dans le fait que les grèves sont de plus en plus rares en France : le calme social est devenu la règle.

Et, cependant, la France subit la pesée financière et politique d'une guerre — celle de l'Algérie — qui s'éternise.

Alors qu'elle a su trouver les formules politiques et qu'elle s'efforce actuellement de mettre au point les articulations économiques et financières qui doivent perpétuer ses bonnes relations avec l'Afrique noire, elle n'a pas encore pu surmonter le complexe politique de l'Algérie qui fausse, dans une large mesure, toutes les données du problème français.

Il est d'autant plus remarquable — répétons-le — malgré cette lourde hypothèque, que le redressement sinon politique du moins monétaire, économique, financier et social, soit, aujourd'hui, aussi avancé. C'est pourquoi les prévisions pour 1961 sont généralement optimistes tout en restant prudentes.

La crise dans l'industrie automobile, celle des chantiers navals, sont les points noirs qui apparaissent à l'horizon économique de 1961.

Des reconversions seront sans doute nécessaires.

Les Pouvoirs publics, en France, comme dans toutes les économies modernes, disposent désormais de suffisamment de moyens d'action pour éviter que des ruptures brutales ne se produisent en des secteurs essentiels et n'entraînent des conséquences en chaîne.

Le Marché Commun

Certains s'inquiètent également des redoutables confrontations qui résulteront de l'application plus rapide des clauses du Marché Commun; mais, là encore, il ne semble pas qu'il faille s'inquiéter outre mesure.

L'intégration politique européenne est aujourd'hui plus éloignée que jamais; cela veut dire que l'Europe ne dispose d'aucun pouvoir politique pour faire exécuter ses décisions.

On voit mal, dans ces conditions, comment des gouvernements nationaux acceptent un jour de sacrifier des pans entiers de leurs économies pour le respect de telle ou telle clause du Traité de Rome.

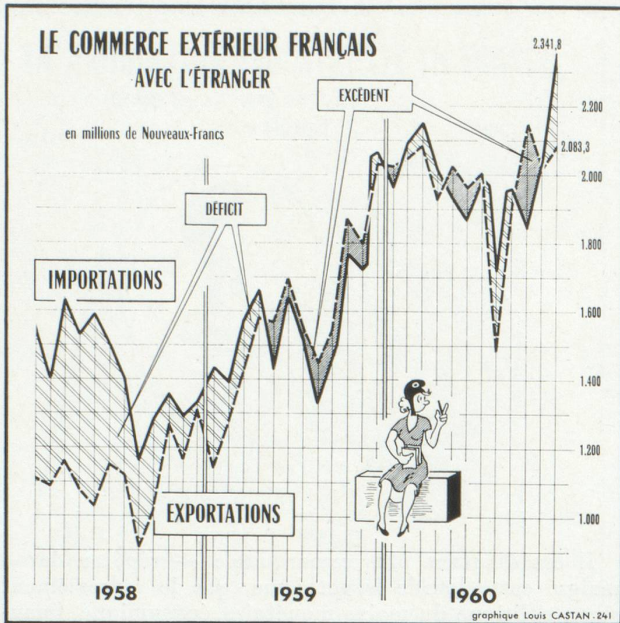
Seule, l'institution d'une autorité supranationale aurait pu imposer de tels sacrifices.

Il n'en est plus question. L'opposition du général de Gaulle est formelle sur ce point.

Dans ces conditions, sans être prophète, on peut prévoir que les ambitions initiales du Marché Commun se réduiront au fur et à mesure que se présenteront des échéances dont on n'aura pas le moyen d'assurer le respect.

En fin de compte, le Marché Commun pourrait évoluer vers des unions douanières perfectionnées.

L'année 1961 se situe donc, sauf imprévu, pour l'économie française, dans une perspective de progression modérée mais continue.



L'absence d'inquiétude que l'on peut, de ce fait, ressentir, provient aussi de la vigilance avec laquelle les milieux patronaux suivent désormais l'évolution de la conjoncture et des moyens d'action renforcés dont

disposent les Pouvoirs publics pour effectuer à temps tel ou tel redressement.

Le monde tel qu'il est

L'expansion dans l'équilibre que s'efforcent de poursuivre la France et les autres nations d'Occident reste cependant précaire.

Elle est menacée par la prise en conscience grandissante chez nombre de nations de leur état de sous-développement. Ces nations réclament, à juste titre, leur droit à la vie moderne.

Cela implique que les États « développés » coordonnent leurs efforts pour leur faciliter l'accès aux voies du progrès.

Jusqu'à présent, il en est résulté surtout une compétition accrue sur un plan politique.

Le problème a été mal posé et le restera tant que les deux mondes — le capitaliste et le socialiste — chercheront plus à s'éliminer qu'à se rejoindre en des synthèses éventuelles, ce qui ne veut pas dire que celles-ci soient possibles.

Tout cela montre que les perspectives nationales d'expansion n'ont qu'une valeur relative en des temps où une décision politique prise à Pékin, à Washington ou ailleurs, peut bouleverser toutes les données internes des problèmes des autres pays.

Jacques ROZNER

